

1071 Saint-Saphorin, le 12 avril 2012

Municipalité
de
St-Saphorin
(Lavaux)

N/réf. : 102.1003



AU CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-SAPHORIN

Préavis municipal no 312

Démarches en lien avec le projet de création d'un parking à Saint-Saphorin et suite à donner au recours contre la décision du Département des infrastructures du 27 octobre 2008 concernant la création d'un parking extérieur

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers,

Historique

En 2002, la Municipalité présentait son premier préavis au Conseil communal concernant l'étude de faisabilité de la construction d'un parking communal entre la route cantonale et la voie de chemin de fer. Des crédits pour la poursuite de l'étude de l'édification étaient accordés en 2005. Par la suite, le Conseil communal, lors de sa séance du 1^{er} décembre 2006, avait choisi, sur proposition de la Municipalité, de faire développer la variante « 2173-023 » de parking d'un niveau en estacade, en vue du préavis pour un crédit de construction, au lieu de la variante « sous-sol double accès-sortie » choisie initialement.

Ce projet a été mis à l'enquête du 19 octobre au 18 novembre 2007 et n'a fait l'objet d'aucune opposition, seule une liste de « Questions » a été déposée le 17 novembre 2007 par plusieurs citoyens de Saint-Saphorin.

Le crédit pour la construction du parking était accordé le 2 juin 2008, via le préavis no 283.

Le Département des infrastructures, qui avait piloté le projet jusque-là, conformément à la procédure prévue par la Loi sur les routes, avait autorisé la commune à débiter les travaux préparatoires, l'approbation formelle par le Chef du Département étant censée intervenir incessamment.

Comme vous le savez, le Chef du Département, alerté par divers milieux, avait invité ses services à réétudier le projet. Il a en outre souhaité une prise de position du comité de la Commission intercommunale de Lavaux, laquelle a « *renoncé à se prononcer en détail sur les esquisses présentées* ».

Par décision du 27 octobre 2008, le Chef du Département des infrastructures refusait d'approuver le projet de parking, pour des motifs esthétiques découlant prétendument de la Loi sur le plan de protection de Lavaux (LPPL).

Lors de sa séance de décembre 2008, votre Conseil acceptait le préavis no 285, dont les conclusions demandaient le maintien du recours engagé par le Municipalité à l'encontre de la décision de M. Marthaler.

Le 10 décembre 2009, le Conseil communal a décidé ce qui suit via le préavis no 290 :

- Ne pas reprendre la procédure de recours à l'encontre de la décision du Chef du Département des infrastructures du 28 octobre 2008 refusant d'approuver le projet de parking adopté par le Conseil communal en vue de faire approuver ce projet mis à l'enquête ;
- Autoriser la Municipalité à reprendre l'étude de l'édification d'un parking selon la sous-variante 1 du préavis 290 (parking en surface avec mur) ;
- Accepter que la paroi de protection provisoire du chantier à l'emplacement du futur parking soit entretenue, pour un coût annuel estimé à CHF 8'500.- HT, plus le coût du contrôle de sécurité CFF, d'un contrôle périodique de cette paroi et du fauchage du talus, dépenses qui seront financées par la trésorerie courante et imputées sur le crédit de construction octroyé le 2 juin 2008 ;
- Former une commission chargée de procéder à une recherche de fonds pour le financement du parking et afin de rencontrer les responsables du Canton ;
- Etudier l'opportunité et les modalités d'un règlement de stationnement permettant d'empêcher le parcage de longue durée à des véhicules n'appartenant pas à des habitants de la commune.

Le préavis 296 du 6 octobre 2010 relançait l'instruction du recours et mandatait la Municipalité pour étudier la mise en place d'un règlement de stationnement, qui devint les « prescriptions municipales en matière de stationnement privilégié », entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2011.

Enfin, à la fin 2010, le crédit d'étude octroyé le 10 décembre 2009 était redéfini et complété par le préavis no 299. Ainsi, celui-ci portait désormais sur la sous-variante « Mur » proposée par le SIPAL et le Service des routes pour la création de places à l'amont de la route cantonale, après déplacement de celle-ci vers l'aval.

Chiffres

A ce jour, le total des dépenses comptabilisées sur le crédit de construction de CHF 1'623'615.- alloué lors de la séance du 2 juin 2008 s'élève à CHF 394'214.40, dont notamment :

Entreprise Repond	Location de la paroi	CHF	13'392.00
CFF	Contrôle de la paroi	CHF	8'962.35
Epars & Bois	Fauchage du talus (2009 à 2011)	CHF	4'809.10

Recours à l'encontre de la décision du Chef du Département des infrastructures du 28 octobre 2008

L'Etat requerrait, en automne 2010, dans le cadre du recours communal, l'expertise d'une instance fédérale, soit la commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage (CFNP), qui a été chargée d'établir un rapport.

La conclusion de son rapport daté du 18 octobre 2011 est la suivante : ...« le projet de plateforme de stationnement portée par des piliers le long de la route cantonale n'est pas compatible avec les objectifs de protection cités plus haut et constitue une atteinte grave aux objets protégés d'importance nationale. Cette atteinte résulte principalement de

l'altération sensible de la structure paysagère caractéristique de Lavaux. // La CFNP demande de rejeter le recours de la commune de Saint-Saphorin et de sanctionner le refus du permis de construire du Canton de Vaud ».

Il apparaît, au vu de ces conclusions, que la Municipalité n'obtiendra très probablement pas gain de cause et que le recours sera rejeté.

Aussi, une délégation municipale a décidé de rencontrer, le 6 février 2012, M. le Conseiller d'Etat Marthaler, accompagné de MM. Dominique Blanc, chef du service des routes, et Laurent Chenu, conservateur des Monuments et Sites, et Mme Antipas, conservatrice adjointe.

A cette occasion, une discussion constructive a permis de renouveler le dialogue avec l'Etat et de trouver des solutions permettant de débloquer la situation. Ainsi, la Municipalité a obtenu du Département la prise en charge des frais de démontage de la paroi de protection des CFF, pour un montant de CHF 47'201.- et des frais de protection CFF estimés à CHF 5'000.-.

En outre, sous réserve du rebascullement des routes cantonales en traversées de localité au canton, l'Etat de Vaud est disposé à assumer financièrement la réfection du tapis de la route cantonale (RC 780a) sur une profondeur plus importante que le tapis lui-même, pour autant que ces travaux puissent être couplés à la construction d'un parking à cet endroit. Pour information, le canton a grossièrement estimé la réfection de cette route à environ CHF 3,5 mios, alors que la réfection du tapis seul est estimée à CHF 1 mios.

Enfin, il a été porté à la connaissance de l'Autorité que le responsable des dangers naturels a été interpellé au sujet de l'affaïssement important de ladite route et du risque d'effondrement du mur de soutènement. Le rapport de l'ingénieur sera transmis à la Municipalité. Si le mur devait également être entièrement refait, son coût est estimé à CHF 1,5 mios.

Proposition de la Municipalité

Au vu du fait que le recours n'aboutira certainement pas en faveur de la commune et vu la reprise du dialogue avec l'Etat et ses engagements, la Municipalité propose au Conseil communal de retirer le recours à l'encontre de la décision du Chef du Département des infrastructures du 28 octobre 2008.

En cas d'accord de votre Conseil, les travaux de démontage de la paroi provisoires pourraient être entrepris dès l'échéance du délai de référendaire de 30 jours.

Suites du projet

Durant l'été 2011, la Police cantonale transmettait son autorisation de stationnement durant les manifestations sur la RC 780a, à la sortie Ouest du village, ce qui représente environ 120 véhicules. Cette autorisation est délivrée à titre provisoire et ponctuel.

De fait, lors de manifestations (mariages, fêtes au village, etc) un service de parc est mis en place sous la responsabilité de l'Association Police Lavaux, aux frais des organisateurs.

Toutefois, cette solution ne règle en rien le problème de stationnement le reste du temps, c'est-à-dire lors de forte fréquentation des établissements publics, tant en semaine que durant le week-end.

De plus, les places octroyées provisoirement en bordure de la RC 780a, à la sortie Est du village sont acceptées à titre exceptionnel pour la durée de l'étude et des travaux de construction d'un éventuel parking.

Le manque de places de stationnement au village n'est pas réglé et une solution devra tôt ou tard être trouvée. Aussi, la Municipalité planche, avec le bureau Willi, sur de nouvelles solutions raisonnables et proportionnées.




L'Exécutif souhaite cependant obtenir de votre Conseil l'assurance qu'il réside encore un intérêt à la création d'un parking au village.

CONCLUSIONS

Vu ce qui précède, la Municipalité demande à ce qu'il plaise au Conseil communal :

- vu le préavis 312 du 12 avril 2012
 - ouï le rapport de la commission chargée de l'examen de cet objet
 - considérant que l'objet a été porté à l'ordre du jour
-
- de retirer le recours à l'encontre de la décision du Chef du Département des infrastructures du 28 octobre 2008 ;
 - de mandater la Municipalité pour l'étude de nouvelles solutions de création d'un parking à Saint-Saphorin financée par les CHF 18'000.- de crédit d'étude resté pendant auprès du bureau Willi (préavis no 299), et de financer ces dépenses par la trésorerie courante.

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE

LA VICE-PRÉSIDENTE:  AU NOM DE LA MUNICIPALITE
LA SECRÉTAIRE: 

M. Mühlethaler
L. Chochoard

Municipal à disposition de la commission : M. Gérald Vallélian